



**Les DU « Droit et métiers de la diplomatie »
en formation présentielle et à distance
de l'Institut de la Paix et du Développement (IdPD)**

Dans un contexte de tensions internationales croissantes, la création par l'IdPD des DU « Droit et métiers de la diplomatie » répond à un double besoin exprimé aujourd'hui par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) : d'une part, celui de reconstituer, après plusieurs décennies de coupes budgétaires, un réseau diplomatique capable de représenter efficacement les intérêts de la France et de ses nationaux dans le monde entier ; d'autre part, celui de diversifier les profils des futurs diplomates afin de faire face à des problématiques toujours plus techniques et complexes, mêlant désormais tant la géopolitique et les relations internationales que le droit et la connaissance des nouvelles technologies.

Modèle pédagogique des DU

Les préparations aux concours d'accès aux postes diplomatiques sont à l'heure actuelle peu nombreuses et peu diversifiées : l'essentiel des candidats se tourne vers Science Po¹ et, dans une moindre mesure, vers les IEP de province. Cela explique la forte homogénéité des profils des candidats aux postes diplomatiques et la difficulté du Ministère à recruter des juristes de haut niveau, dont ils ont pourtant un besoin croissant au regard de la place de plus en plus importante qu'occupe le droit dans la pratique des diplomates. Suivant les recommandations que nous a adressées l'ancien Directeur adjoint du service des Ressources humaines du MEAE, M. Matthieu Clouvel-Gervaiseau (nommé Consul général de France à Tel-Aviv en mai 2022), nous avons donc souhaité proposer une formation juridique de haut niveau sur les enjeux contemporains de la diplomatie adossée à des modules de formation pratique aux différents exercices qui rythment le quotidien des diplomates (rédaction de notes politiques et diplomatiques, veille informationnelle, préparation d'une visite ou d'un entretien de haut niveau etc.). La direction juridique du MEAE est également pleinement informée de la création de cette formation et a proposé de la soutenir en identifiant des intervenants potentiels en son sein. Cette formation est proposée à la fois dans un format 100% présentiel et dans un format à distance : outre qu'il n'existe à l'heure actuelle aucune préparation aux concours du Quai d'Orsay (MEAE) à distance en France, l'objectif est de favoriser à nouveau la diversité des profils des futurs diplomates.

Les deux DU « Droit et métiers de la diplomatie » se composent de quatre modules par semestre : les modules « Géopolitique et politique étrangère » et « Droit diplomatique » seront assurés aux semestres 1 et 2 par les enseignants-chercheurs de l'IdPD tandis que les modules « Mises en situation en poste diplomatique » et « Insertion professionnelle » (ce dernier module comprenant la préparation aux concours d'accès aux divers postes diplomatiques) seront assurés aux semestres 1 et 2 par des diplomates en exercice, suivant les mises en contact dont nous bénéficions de la part du Ministère.

¹ En moyenne, 80% de l'ensemble des admis à ces concours sont issus de la préparation de l'École d'Affaires publiques de Science Po Paris. En 2018, c'était même 100% des admis du concours le plus demandé, celui de secrétaire des Affaires étrangères (cadre d'Orient) qui étaient ainsi issus de cette préparation (<https://www.sciencespo.fr/public/fr/actualites/100-des-admis-au-concours-de-conseiller-des-affaires-etrangeres-cadre-dorient-viennent-de.html>) tandis qu'en 2022, 100% des admis du concours d'Administrateur de l'État (Orient) en étaient issus (<https://www.sciencespo.fr/public/fr/actualites/prepaconcours-les-resultats-exceptionnels-de-nos-etudiants-aux-concours-administratifs.html>).

Les enseignements du DU en formation présentielle seront dispensés sur le campus Trotabas, dans les locaux de l'IdPD. L'immense majorité des cours des modules « Géopolitique et politique étrangère 1 et 2 » est mutualisée avec le Master mention « Droit international et droit européen », garantissant une rationalisation des coûts, y compris administratifs. Les enseignements ne comportent par ailleurs pas de TD ou de TP : quel que soit le module, ils s'effectuent exclusivement sous la forme de cours magistraux dans des salles permettant d'accueillir la totalité de la promotion.

Les enseignements du DU en formation à distance seront quant à eux dispensés de manière mixte : l'ensemble des cours des modules « Géopolitique et politique étrangère » et « Droit diplomatique » sera dispensé aux semestres 1 et 2 à distance, de manière totalement dématérialisée sur Moodle. Deux de ces cours (un au semestre 1 et l'autre au semestre 2) sont mutualisés puisqu'ils existent déjà sous format dématérialisé dans le cadre du DU DIH à distance porté par l'IdPD.

S'agissant des modules « Mises en situation en poste diplomatique » et « Insertion professionnelle », de par leur caractère très pratique et les interactions importantes qu'ils appellent entre les participants, un mode d'enseignement présentiel sera privilégié : les étudiants du DU à distance seront réunis avec les étudiants du DU présentiel à l'occasion des exercices et préparations prévus dans ces modules, qui se dérouleront sur le campus Trotabas dans les locaux de l'IdPD et sont donc considérés comme mutualisés avec la formation présentielle. Cette organisation permettra aux étudiants du DU à distance de tirer pleinement parti des aspects pratiques et professionnalisants de leur formation, avec des contraintes limitées : les exercices et préparations étant réalisés sous la supervision de diplomates sur un à deux jours chacun au maximum, ils ne nécessiteront que deux à trois déplacements des étudiants à Nice chaque semestre. Les examens auront lieu à la fin de chaque semestre entièrement à distance sur Moodle.

Modèle économique des DU

Au regard du public-cible de la formation (principalement des étudiants juristes en formation initiale (niveau master 1 validé), des fonctionnaires internationaux, des responsables d'ONG et des représentants d'intérêts) et de son positionnement au service de la paix et du développement, l'IdPD souhaite privilégier un accès le plus ouvert possible à ces DU.

Les tarifs proposés (entre 2200 et 2600 euros pour la formation présentielle, entre 2500 et 3000 euros dans la formation à distance) permettent ainsi de couvrir entièrement le coût des cours à créer et les frais divers (coûts indirects pour UCA et déplacements des intervenants notamment) tout en demeurant, dans la plupart des hypothèses, de 25 à 50% plus bas que les tarifs pratiqués par Science Po Paris (qui dépendent des ressources annuelles du foyer mais s'établissaient dans la plupart des cas, s'agissant de foyers issus de la classe moyenne, entre 3000 et 7000 euros pour une année d'inscription en 2022/2023).